



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES MATERIELS DE CUISINE DU RESTAURANT ADMINISTRATIF DU PALAIS DE JUSTICE DE CLERMONT-FERRAND (63)

POUVOIR ADJUDICATEUR :
ÉTAT - MINISTÈRE DE LA JUSTICE - COUR D'APPEL DE RIOM

SOMMAIRE

ART. I. OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ.....	3
I.1 OBJET DU MARCHÉ.....	3
I.2 FORME DU MARCHÉ	3
I.3 DUREE DU MARCHÉ ET DEBUT DE LA PRESTATION	4
I.4 VARIANTES – OPTIONS – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	4
ART. II. INTERVENANTS ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
II.1 DEFINITION DES INTERVENANTS	4
II.2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ART. III. PRIX.....	6
III.1 FORME ET CONTENU DU PRIX	6
III.2 REVISION DES PRIX.....	6
ART. IV. REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENT	8
IV.1 EMISSION DES BONS DE COMMANDE	8
IV.2 FACTURES ELECTRONIQUES	8
IV.3 REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	9
IV.4 SOUS-TRAITANCE.....	9
ART. V. CONDITIONS GENERALES D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
V.1 INVENTAIRE DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS	10
V.2 CONTENU DES OPERATIONS DE MAINTENANCE	10
V.3 DOCUMENTATION TECHNIQUE.....	11
V.4 OPERATIONS DE VERIFICATION.....	11
ART. VI. MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PARC	11
ART. VII. PENALITES.....	12
ART. VIII. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	12
ART. IX. ASSURANCE	13
ART. X. RESILIATION DU MARCHÉ.....	13
ART. XI. PROMOTION DE LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES	14
ART. XII. RECOURS AU MEDiateur « RELATIONS FOURNISSEURS »	14
ART. XIII. DROIT ET LANGUE	16
ART. XIV. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	17

ART. I. OBJET, FORME ET DURÉE DU MARCHÉ

I.1 OBJET DU MARCHÉ

Les dispositions du présent marché s'appliquent au Tribunal Judiciaire de Clermont-Ferrand, sis 16 Place de l'Etoile, 63000.

Il vise à confier au Titulaire les prestations de maintenance et d'entretien des matériels de cuisine du restaurant administratif du palais de justice de Clermont-Ferrand.

Ces prestations sont destinées à maintenir dans le temps l'état et les performances des équipements techniques proches de celles d'origine, à garantir la continuité de service et à maintenir les paramètres de fonctionnement de ces équipements. Il comprend :

- d'une part, des prestations forfaitaires annuelles, correspondant à des besoins permanents et ne pouvant être satisfaits par ressources internes,
- d'autre part, des prestations de fournitures et/ou de services hors forfait annuel correspondant à des besoins ponctuels et/ou imprévisibles.

Pour cette raison, la Personne Publique impose au Titulaire une obligation de résultat.

Le Titulaire doit prévoir le personnel spécialisé et l'ensemble des moyens nécessaires à la bonne exécution du contrat.

Le code CPV relatif à ce marché est le : 50883000-8 – Services de réparation et d'entretien de matériel de restauration.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

Etablissement	Juridiction concernée	Adresse	Personne responsable du suivi de l'exécution du marché
Cour d'Appel de Riom	Tribunal Judiciaire de Clermont-Ferrand	16 Place de l'Etoile 63033 CLERMONT-FERRAND	Madame MONTERRAT-CAMPOUSSY Christelle Mail : christelle.monterrat@justice.fr Tel : 04.73.31.77.04

Les prestations et leurs spécifications sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

I.2 FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-6, R. 2131-12 et R. 2132-13 du code de la commande publique.

Le marché n'est pas alloti compte tenu à la fois du caractère homogène des prestations attendues et du lieu unique d'exécution desdites prestations.

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de poursuivre l'exécution du marché dans les conditions fixées par les articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique, et de recourir si besoin est à des marchés complémentaires comme dit aux articles R. 2122-7 et R. 2131-18 du même code.

La notification du marché pour la première année d'exécution et les décisions de reconduction pour les années suivantes, fussent-elles tacites, valent commande des prestations forfaitaires annuelles.

I.3 DUREE DU MARCHÉ ET DEBUT DE LA PRESTATION

Le présent marché est conclu pour une durée initiale courant du 1er mai 2025 au 30 avril 2026.

Il pourra faire l'objet de trois reconductions tacites par périodes successives de douze mois à partir du 1er mai 2026. Le marché expirera donc au plus tard le 30 avril 2029.

Conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique, la reconduction est tacite et le Titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où ils décident de ne pas reconduire le marché, les représentants du pouvoir adjudicateur notifient au Titulaire par écrit cette décision, trois mois au moins avant l'expiration de la période en cours.

Les bons de commandes relatifs aux prestations pourront être émis jusqu'à la date d'expiration du marché, sous réserve que leur durée d'exécution n'excède pas cette date de plus de trois mois.

I.4 VARIANTES – OPTIONS – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Les variantes ne sont pas admises pour la présente consultation.

Aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle n'est prévue pour cette consultation.

ART. II. INTERVENANTS ET PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

II.1 DEFINITION DES INTERVENANTS

Le pouvoir adjudicateur, également dénommé « personne publique », est l'État, ministère de la Justice -Cour d'appel de Riom – 2 boulevard Chancelier de l'Hospital, BP 35 – 63201 Riom Cedex), représenté par la première présidente et le procureur général de la cour d'appel de Riom (article R312-67 du code de l'organisation judiciaire).

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'Etat. Il désigne, dès la notification du marché, une ou plusieurs personnes physiques dénommée(s) « responsable d'affaires » ayant qualité pour le représenter vis à vis de la personne publique. Cette personne est l'interlocuteur privilégié du Responsable du Suivi de l'Exécution du Marché (RSEM) ; elle est présente sur site à la demande de ce dernier.

L'interlocuteur du titulaire pour toutes les questions d'ordre administratif est la personne en charge de la gestion des marchés publics du Service Administratif Régional (SAR) de la cour d'appel de Riom – 2 boulevard Chancelier de l'Hospital, BP 35 – 63201 Riom Cedex, courriel : mp.sar.ca-riom@justice.fr

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 du code de la commande publique est la responsable de la gestion budgétaire et des marchés publics du service administratif régional (S.A.R.) de la cour d'appel de Riom, 2 Boulevard Chancelier de l'Hospital 63200 RIOM, , courriel rgb.sar.ca-riom@justice.fr, tél 04 63 85 82 27

L'interlocuteur du Titulaire pour toutes les questions d'ordre technique est la Directrice des services de greffe en charge du suivi du bâtiment et des marchés au Tribunal Judiciaire de Clermont-Ferrand – (christelle.monterrat@justice.fr)

Les ordonnateurs secondaires de la dépense sont, à titre conjoint, le premier président et le procureur général de la cour d'appel de RIOM.

Le comptable public assignataire des paiements est la Direction départementale des finances publiques, 5 rue Jean Girard-Madoux – BP 1145 – 73011 CHAMBERY Cedex.

Les pièces contractuelles constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

II.2.1 LES PIÈCES PARTICULIERES

- ⇒ L'Acte d'Engagement (A.E.) : daté et signé par le représentant habilité de l'entreprise et ses annexes :
 - L'annexe financière portant Décomposition du Prix Global et Forfaitaire, Bordereaux des Prix Unitaires et Coefficient de l'entreprise sur les achats de matériels
 - L'annexe technique portant liste indicative des équipements et matériels, complétée et approuvée par le titulaire à l'occasion de sa visite du site.
- ⇒ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), à accepter sans modification, daté et signé par le représentant de l'entreprise ;
- ⇒ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) , à accepter sans modification, daté et signé par le représentant de l'entreprise ;
- ⇒ Le cadre de réponse technique, justificatif de l'organisation que le Titulaire propose de mettre en place pour l'exécution des prestations, basé obligatoirement sur le modèle transmis dans le DCE ;
- ⇒ Les déclarations de sous-traitance (imprimés DC4) le cas échéant.

Sauf en cas d'erreur manifeste, cet ordre prévaut en cas d'incohérence, de contradiction dans le contenu des pièces ou de divergences d'interprétation.

II.2.2 LES PIÈCES GÉNÉRALES

Pour tout ce à quoi il n'est pas dérogé par les stipulations des pièces particulières, le marché sera régi par :

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés des fournitures courantes et des services (C.C.A.G.) approuvé par arrêté du 19 janvier 2009 et ses modifications¹.

les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG), les normes ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux prestations objet du présent marché,

l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables aux prestations faisant l'objet du présent marché dès lors qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles, ou concernant le travail, notamment celles et ceux fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une société extérieure.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, durant l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance de ces textes et, de manière générale, de tout texte et de toute disposition réglementaire intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

II.2.3 PRÉCISIONS IMPORTANTES

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. En cas d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre les différentes pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la personne publique et le Titulaire préalablement à la signature du présent marché, ainsi que sur les conditions générales ou spécifiques qui figurent sur les documents envoyés par le Titulaire (par exemple factures, documents commerciaux).

¹ Ce document n'est pas joint au marché - le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des journaux officiels ou sur le lien suivant : [Cahiers des clauses administratives générales et techniques | Ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie et Ministère chargé du Budget et des Comptes publics \(economie.gouv.fr\)](#)

S'agissant des pièces particulières, seuls les originaux détenus par la personne publique font foi.

ART. III. PRIX

III.1 FORME ET CONTENU DU PRIX

III.1.1 PRIX FORFAITAIRE

Le présent marché est un marché à prix forfaitaire.

Le Titulaire s'engage à effectuer la totalité des prestations prévues dans le contrat, hormis les prestations hors forfait, pour la somme globale et forfaitaire annuelle fixée à l'Acte d'Engagement, suivant la décomposition du prix global et forfaitaire jointe en annexe 1.

Ce prix comprend les frais correspondant à l'obligation faite au Titulaire de prévoir des moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer l'ensemble des interventions de maintenance et d'entretien pendant une année, ce qui inclut :

- les interventions (main d'œuvre et déplacement) effectuées du lundi au vendredi entre 8h00 et 18h00 ;
- les matériels et pièces de rechange dont le prix unitaire est inférieur ou égal à 80 € HT (incluant graisses, lubrifiants, filtration, visserie, joints etc.), remise fournisseur déduite ;
- la mise en place d'une astreinte les samedis, dimanches et jours fériés, ainsi que le soir entre 18 et 8 heures, pour les appareils de congélation et de réfrigération uniquement.

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques de Mars 2025. Ce mois correspondant au mois de remise des offres est appelé mois zéro.

Les prix sont établis hors taxes et toutes taxes comprises. Ils comprennent toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation. Le montant de la TVA est indiqué dans l'offre.

Dans le cas de prestations sous-traitées, le prix est réputé comprendre la marge du Titulaire pour défaillance éventuelle des sous-traitants.

III.1.2 PRESTATIONS HORS FORFAIT

Les prestations dites "hors forfait" sont des prestations exceptionnelles dont l'exécution est commandée :

- soit par la nécessité de remplacement – programmée ou inopinée – de pièces de rechange dont le prix unitaire est supérieur à 80 € HT, remplacement effectué exclusivement sur devis accepté par le RSEM ;
- soit par l'urgence : interventions (main d'œuvre et déplacement) en astreinte, telles que définies au C.C.T.P.

Les prix des prestations hors forfait décrites ci-dessus sont calculés, pour les premières sur devis accepté, pour les secondes sur la base du Bordereau de Prix Unitaires.

Les pièces de rechange sont réglées sur la base des prix attestés par la facture du fournisseur (remise déduite) affectés du coefficient auquel s'engage le Titulaire dans les pièces financières du marché.

III.2 REVISION DES PRIX

Les prix du marché sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres, soit mars 2025, dit « mois 0 ».

Pour la période du 1er mai 2025 au 31 décembre 2026 les prix sont fermes. Pour les périodes suivantes les prix sont révisibles au mois de janvier de chaque année.

III.2.1 PRIX FORFAITAIRE

Pour les prestations forfaitaires, les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P0 \times [(0.1 \times (Fsd1/Fsd1o) + 0.9 \times (ICHT-IME/ICHT-IMEo)]$$

dans laquelle :

- P est le prix révisé
- P0 est le prix initial du marché à la date de notification du marché

ICHT-IME est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé dans l'Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 publié par le Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (BOCCRF) ou toute autre revue de référence (code source INSEE : 1565183).

FSD1 est l'indice des produits et services divers publié par le Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (BOCCRF) ou toute autre revue de référence.

FSD10 et ICHT-IME0 sont les indices du « mois 0 » tel que défini ci-dessus.

FSD1 et ICHT-IME1 sont les derniers indices connus au 31 décembre de l'année précédant le mois de la révision.

III.2.2 TAUX HORAIRES

Les taux horaires indiqués au bordereau de prix unitaires sont révisés selon la formule suivante :

$$T = T0 \times [0,125 + 0,875 (ICHT-IME/ICHT-IMEo)]$$

dans laquelle :

- T est la valeur du Taux horaire révisé
- T0 est la valeur du taux horaire dans les conditions initiales du marché à sa date de notification

ICHT-IME est l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé dans l'Industrie mécanique et électrique (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 publié par le Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (BOCCRF) ou toute autre revue de référence (code source INSEE : 1565183).

ICHT-IME 0 est l'indice du « mois 0 » tel que défini ci-dessus.

ICHT-IME est la valeur du dernier indice connu au 31 décembre de l'année précédant le mois de la révision.

III.2.3 DISPOSITIONS COMMUNES POUR LA REVISION DES PRIX

Arrondis

Le coefficient de révision est arrondi à la quatrième décimale comme suit :

- si la cinquième décimale est inférieure à 5, la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la cinquième décimale est supérieure ou égale à 5, la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

Clause de sauvegarde

S'il résulte de l'application de la formule ci-dessus une augmentation annuelle des prix de plus de 6%, l'administration peut résilier sans indemnité la partie du marché restant à exécuter.

ART. IV. REGLEMENT DES COMPTES - PAIEMENT

IV.1 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

La notification du marché - ou sa reconduction tacite - vaut commande des prestations forfaitaires annuelles.

Les autres prestations sont effectuées sur émission de bons de commandes successifs, établis au fur et à mesure des besoins sur la base des prix unitaires mentionnés au BPU.

Les bons de commande comprennent notamment les indications suivantes :

- référence du marché
- nom et adresse du Titulaire
- n° de commande
- objet des prestations
- période ou date concernée
- montant HT de la commande
- taux et montant de la TVA
- montant TTC de la commande

IV.2 FACTURES ELECTRONIQUES

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-5 du Code de la Commande Publique, une solution mutualisée « portail public de facturation » permet le dépôt, la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

L'utilisation de Chorus Pro est obligatoire et accessible par de nombreuses modalités répondant aux besoins des entreprises :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Leur traitement relève de la gestion du Pôle Chorus - Annexe du SARJ - Fonctionnement Courant - 67, rue Servient - 69433 LYON CEDEX 03,

Les informations nécessaires au dépôt des factures par le titulaire sur CHORUS PRO sont :

- Adresse du site Chorus : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- Code de service exécutant : DSJPFGU069
- Numéro d'engagement juridique : sera communiqué sur l'acte d'engagement du marché
SIRET de l'Etat à renseigner : 110 002 011 00044

Outre les mentions légales, les factures doivent obligatoirement contenir les indications suivantes :

- Identification du titulaire (raison sociale - nom, adresse – n° SIRET) ;
- Référence du N° de marché ; objet du marché ;
- N° et intitulé du lot ;
- Montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA en vigueur lors de l'établissement des factures ;
- Le montant total TTC.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

Le titulaire se déclare averti que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par le marché lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.

En outre et ce conformément aux dispositions de l'article R.2392-3 du code de la commande publique, l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission sous forme électronique.

IV.3 REGLEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance comprises dans le forfait donnent lieu au règlement d'acomptes semestriels à terme échu ; le paiement du mois de décembre est avancé au 5 décembre de l'année concernée, sous condition que le marché s'exécute normalement.

Sont déduites de la facture, le cas échéant, les pénalités prévues au présent C.C.A.P.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de fournitures et de services.

Les prestations hors forfait sont réglées sur présentation de factures séparées, établies après exécution des prestations.

S'agissant des pièces de rechange dont le coût unitaire est supérieur à 80 € HT, la facture doit être strictement conforme au devis dûment accepté, lequel devis est joint à la facture.

S'agissant des interventions en astreinte, la facture doit être strictement conforme au Bordereau de Prix Unitaires (BPU) de l'annexe 1 de l'Acte d'Engagement. Elle est accompagnée de la demande d'intervention écrite émanant du RSEM, et à défaut de demande écrite d'une attestation sur l'honneur du RSEM prouvant l'effectivité de la demande.

Conformément aux articles L. 2191-1 à L. 2192-11 et R. 2192-10 à R. 2192-36 du code de la commande publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours comptés à partir de la date de réception de la facture par l'administration.

Le dépassement du délai global de paiement fixé ci-dessus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au paiement au Titulaire du marché ou au sous-traitant éventuel d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration dudit délai. Le taux appliqué sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le dépassement du délai donne également lieu, dans les mêmes conditions, au paiement au Titulaire du marché ou au sous-traitant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévue à l'article L. 2192-13 du code de la commande publique.

IV.4 SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve du respect des dispositions de la loi relative à la sous-traitance du 31 décembre 1975 modifiée.

La sous-traitance de l'exécution des prestations objet du présent marché est soumise aux dispositions des articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Le Titulaire a l'obligation de déclarer au Maître d'ouvrage les entreprises intervenantes. Les déclarations de sous-traitance, si elles n'ont pas été effectuées lors de la présentation de l'offre, devront être faites au moins un mois avant tout début d'intervention du sous-traitant pressenti.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En cas de reconduction, le Titulaire devra procéder à la réitération subséquente des déclarations de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure le seul interlocuteur de la personne publique. Il assume seul, pendant toute la durée du marché, devant la personne publique comme devant les tiers, l'entière responsabilité des prestations objet du présent marché.

Il est rappelé que le recours à la sous-traitance sans l'accord de la personne publique expose le Titulaire à la résiliation du marché à ses torts exclusifs. Toute société intervenant pour le compte du Titulaire sans avoir été agréée au préalable se verra refuser l'accès aux locaux et ne sera pas payée.

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à six cents euros toutes taxes comprises (600 € TTC). Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article L2193-11 du Code de la Commande Publique.

ART. V. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

V.1 INVENTAIRE DES INSTALLATIONS ET EQUIPEMENTS

Le Titulaire prend en charge tous les équipements faisant partie du secteur technique décrit au présent document ou dans les documents qui y sont cités.

La liste des équipements, leur marque, et leur localisation sont données à titre indicatif en annexe 2 de l'acte d'engagement.

Il appartient au Titulaire de contrôler ces informations, voire de les compléter s'il le juge nécessaire, en visitant les installations et les locaux, car il ne saurait en aucun cas se prévaloir d'une quelconque omission.

V.2 CONTENU DES OPERATIONS DE MAINTENANCE

Les exigences d'ordre technique et organisationnel exprimées en annexe technique, constituent des obligations minimales pour le Titulaire.

Au début et au cours de l'exécution de son contrat, le Titulaire doit autant que nécessaire les compléter en planifiant ses interventions en vue d'assurer les obligations de résultats fixées dans le présent marché en prenant particulièrement en compte ce que commande :

- la législation,
- les caractéristiques des équipements,
- les recommandations ou spécifications des fabricants,
- les Règles de l'Art,
- son expérience personnelle,
- l'état et l'utilisation des équipements.

Au cas où le contenu des actions et leurs périodicités s'avéreraient inadaptées aux résultats demandés au présent marché, la Personne Publique peut les aménager sans remise en cause du prix forfaitaire tel qu'il apparaît à l'Acte d'Engagement.

V.3 DOCUMENTATION TECHNIQUE

Tous les documents techniques détenus par le RSEM concernant les équipements (caractéristiques techniques, manuels ou guides d'utilisation, livrets de maintenance ou d'entretien etc.) sont mis à la disposition du Titulaire dans la limite de leur disponibilité.

V.4 OPERATIONS DE VERIFICATION

V.4.1 LES CONTROLES

Le RSEM procède ou peut faire procéder à tout moment par le représentant de son choix aux opérations de vérification qu'il estime nécessaires.

Ces opérations ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

A la demande du RSEM, le Titulaire est présent lors de ces opérations. Il peut s'agir de contrôles de présence, de contrôles de connaissances des agents (site, équipements, procédures liées à la mission du Titulaire).

Les opérations de contrôle ont lieu à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci.

A cette occasion, le Titulaire doit pouvoir communiquer au RSEM tous les documents que celui-ci estime nécessaires.

Le Titulaire a en charge de regrouper les observations sous forme d'un compte rendu de visite, qui sera joint au rapport d'activité et qui précisera les actions qui auront été menées.

V.4.2 LE SUIVI DES PRESTATIONS

Le Titulaire doit se soumettre à l'organisation du suivi des prestations que le RSEM met en place.

Cette organisation a notamment pour objet de contrôler :

- la bonne exécution des prestations contractuelles,
- le suivi des vérifications des installations et équipements dont le Titulaire assure la maintenance,
- le suivi de l'historique des interventions réalisées

Le Titulaire met en place et tient à jour l'ensemble des documents contractuels énoncés dans le présent C.C.A.P. ou dans les annexes techniques. Il communique systématiquement au RSEM, sans que celui-ci ait à lui en faire la demande, tous les documents périodiques de suivi dont il a la charge.

ART. VI. MODIFICATION DE LA CONSISTANCE DU PARC

La Personne Publique se réserve le droit de modifier la masse initiale des prestations, en plus ou en moins, en cours de réalisation du contrat.

Le Titulaire est tenu d'accepter les transformations ou les améliorations des installations, la modification des caractéristiques, la modification des conditions de fonctionnement, la prise en charge ou l'abandon de matériels ou d'équipements, en cours d'exécution du contrat.

Le prix forfaitaire correspondant pour l'année est éventuellement réajusté au prorata temporis du nombre de mois pendant lesquels la maintenance est ou n'est pas effectuée sur le périmètre technique concerné.

Toute extension ou modification de la consistance du contrat fera l'objet d'un avenant.

ART. VII. PENALITES

Les pénalités peuvent être appliquées en cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

En dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G. F.C.S. du 30 mars 2021, les pénalités inférieures à 1 000 euros sont appliquées.

En application de l'article 14.1.2., le montant total des pénalités de retard appliquées ne pourra excéder 10% du montant total H.T. du marché ou du bon de commande annuel considéré.

Lorsque les pénalités sont exprimées en jour, elles sont comptabilisées en jour calendaire.

Pour l'application des pénalités, la procédure décrite à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S. sera suivie.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités suivantes sont instituées et seront appliquées dans les situations suivantes :

Objet de la pénalité	Montant	Élément déclencheur
Retard d'une intervention de dépannage	100 € par heure de retard	Mail ou appel de demande d'intervention
Retard d'une intervention de maintenance préventive	100 € par jour de retard	Suivant planning de maintenance fourni
Autre retard constaté dans les délais d'exécution prévus au marché	50 € par jour de retard	Mail ou appel de demande d'intervention
Indisponibilité du matériel en panne (en cas d'indisponibilité supérieure à 8 heures ouvrées)	100 € par jour d'indisponibilité	Suivant constat d'indisponibilité établi par le RSEM
Locaux non nettoyés suite à intervention	150 € par constat	Constat établi par le RSEM
Non-respect du délai de 3 jours pour la transmission des devis	100 € par jour de retard	Demande de devis du RSEM par mail
Non remise des comptes-rendus d'exécution ou bilans annuels	50 € par jour de retard	Demande du RSEM par mail

ART. VIII. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le titulaire est invité à transmettre des supports respectueux de l'environnement et à réduire au strict nécessaire les impressions papier. Les livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou imprimés sur du papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu des forêts gérées durablement (exemples : labels FSC, PEFC ou équivalent).

Concernant les impressions, il est préconisé l'utilisation du noir et blanc plutôt que la couleur, l'utilisation de polices de caractère "light" (type Ecofont), l'optimisation de la mise en page pour réduire le nombre de pages, l'utilisation d'encre végétales...)

Le titulaire doit également pendant toute la durée du marché privilégier les échanges électroniques et les transmissions de documents dématérialisés tant avec le maître d'ouvrage que les bureaux de contrôles, les entreprises de travaux et tous autres intervenants. Dans la mesure du possible, le titulaire doit également sensibiliser les destinataires des documents en précisant « d'éviter de les imprimer » dans les courriels d'accompagnement par exemple.

ART. IX. ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire doit justifier qu'il est Titulaire d'une assurance de responsabilité obligatoire en application des dispositions de l'article L.241-1 du Code des assurances et qu'il est à jour du paiement de ses primes.

Le titulaire déclare être couvert par une assurance couvrant sa responsabilité civile telle que prévue par les articles 1240 et suivants du code civil. Il communique à la personne publique une attestation détaillant les garanties correspondantes sans limitation de montant.

Le Titulaire s'engage à prévenir l'administration de toute modification dans ses polices d'assurance.

Le défaut d'assurance en cours de validité entraîne la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire.

ART. X. RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus au chapitre 7 du C.C.A.G.- F.C.S.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2142-1, R.2143-3 à 14 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

En complément des cas énoncés au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation pour faute pourra être prononcée dans les cas suivants :

➤ En cas de dépassement du seuil de pénalités de 10% du montant forfaitaire annuel

Le marché peut être résilié de plein droit à la seule initiative de la Personne Publique, aux torts exclusifs du Titulaire, sans indemnité.

➤ En cas d'interruption de service ou de fourniture du Titulaire

En cas d'interruption du service ou de fourniture du Titulaire pendant plus de 48 heures calendaires sans accord préalable du RSEM, celui-ci peut faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du Titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'Entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du Titulaire se prolonge pendant plus d'une semaine, la Personne Publique peut de plein droit, huit (8) jours après la mise en demeure, procéder à la résiliation pure et simple du marché.

➤ En cas d'abandon du site et des installations par le Titulaire

La Personne Publique peut à tout moment mettre fin à l'exécution des fournitures et prestations faisant l'objet du contrat, avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation de contrat, avec un préavis de trois mois. Dans ce cas, la Personne Publique ne règle que les prestations effectuées jusqu'à la date de résiliation, en tenant compte toutefois des réfections et pénalités éventuelles.

➤ En cas de faute ou inobservation caractérisée des obligations du présent contrat

La résiliation est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le marché pourra également être résilié par la personne publique, sans versement d'indemnité pour le Titulaire, pour les motifs suivants :

➤ En cas de modification de la consistance du parc ou de modification du coût du forfait

En cas de modification importante des installations ou si une raison quelconque entraîne une modification du coût du forfait supérieure à 10%, le contrat peut être résilié de plein droit par la Personne Publique, sans indemnité, l'économie du contrat pouvant être considérée comme bouleversée.

➤ En cas de changement de structure du Titulaire

Le défaut d'accord de la Personne Publique quant à une quelconque cession est une cause de résiliation du marché sans indemnité.

➤ En cas d'application des clauses de sauvegarde

Le défaut d'accord entre les parties est une cause de résiliation du marché sans indemnité.

ART. XI. PROMOTION DE LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1er juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ART. XII. RECOURS AU MEDiateur « RELATIONS FOURNISSEURS »

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

➤ Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

➤ Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

Confidentialité

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante : mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »

La saisine du médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

Durée de la médiation

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

ART. XIII. DROIT ET LANGUE

Le droit applicable est le droit français.

La langue utilisée est le français.

ART. XIV. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services sont annulés par tout ce qui peut leur être contraire dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

A :

Le :

Lu et approuvé, le Titulaire

Signature et cachet :